

**Procédure d'appel d'offres ouvert  
(Articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique)**

**Accord-cadre à marchés subséquents sans minimum avec maximum  
(Articles R 2162-1 à R 2162-6 du code de la commande publique)**

*Etabli en vertu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 du code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général*



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Maintenance des ascenseurs et monte-charges de la CPAM du Bas-Rhin**

**Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin  
16 Rue de Lausanne  
67090 STRASBOURG Cedex**

## **SOMMAIRE**

<b>PARTIE I : GENERALITES</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 1 OBJET DU MARCHE</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 IDENTIFICATION DU MARCHE</b>	<b>3</b>
2.1. TYPE DE MARCHE	3
2.2. TYPE DE PROCEDURE	3
2.3. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	3
<b>ARTICLE 3 PARTIES CONTRACTANTES</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 DUREE DU MARCHE</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE II : ACCORD-CADRE, MARCHÉS SUBSÉQUENTS</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 MARCHES SUBSEQUENTS</b>	<b>5</b>
6.1. GENERALITES	5
6.2. PROCEDURE	5
6.3. PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS	7
<b>PARTIE III : PRIX ET REGLEMENT</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 7 PRIX DU MARCHE</b>	<b>7</b>
7.1. FORME DE PRIX	7
7.2. ACTUALISATION DES PRIX	7
7.3. REVISION DES PRIX	7
<b>ARTICLE 8 EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE</b>	<b>8</b>
8.1. AVANCES	8
8.2. ACOMPTES	8
8.3. DEMATERIALISATION DES FACTURES	8
<b>PARTIE IV : EXECUTION</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 9 SOUS-TRAITANCE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 10 COTRAITANCE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 11 GARANTIE</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES</b>	<b>10</b>
12.1. CLAUSE DE REDUCTION DE L'EMPREINTE CARBONE	10
12.2. CLAUSE DE DURABILITE DES EQUIPEMENTS	11
<b>PARTIE V : PENALITES ET RÉSILIATION</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 13 PENALITES</b>	<b>11</b>
13.1. PENALITES POUR RETARD	11
<b>ARTICLE 14 RESILIATION PAR LES PARTIES</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 15 CAS SPECIFIQUES DE RESILIATION</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 16 OPERATIONS DE VERIFICATIONS</b>	<b>13</b>
<b>ARTICLE 17 DEROGATIONS</b>	<b>13</b>

## **PARTIE I : GENERALITES**

### **ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ**

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) a pour objet la détermination des clauses applicables à un marché de maintenance des ascenseurs et monte-charges de la CPAM du Bas-Rhin.

Les prestations de maintenance à réaliser dans le cadre de l'accord-cadre sont les suivantes :

- La maintenance préventive ;
- La maintenance corrective ;
- L'astreinte

### **ARTICLE 2 IDENTIFICATION DU MARCHÉ**

#### **2.1. Type de marché**

Le présent marché public est un marché public de services.

#### **2.2. Type de procédure**

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique, selon la procédure formalisée de l'appel d'offres ouvert.

Etabli en vertu de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 du code de la commande publique et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique et des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

#### **2.3. Montant de l'accord-cadre**

Le montant de l'accord-cadre, reconductions comprises, est sans minimum et avec un maximum de 400 000,00€ HT pour les marchés subséquents hors forfait de maintenance.

### ARTICLE 3 PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin,  
désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression « Pouvoir Adjudicateur ».

**L'Opérateur Economique de fournitures courantes et services,**  
désigné dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le Titulaire », d'autre part.

**Le pouvoir adjudicateur du marché est :**

**Madame Louise Denéchère**  
Directrice des moyens de la CPAM du Bas-Rhin,  
16 Rue de Lausanne  
67090 STRASBOURG Cedex

**Le comptable assignataire est :**

**Monsieur Olivier ARNOUX**  
Directeur comptable et financier de la CPAM du Bas-Rhin  
16 Rue de Lausanne  
67090 STRASBOURG Cedex

### ARTICLE 4 DUREE DU MARCHÉ

Le marché est passé pour une période d'un (1) an à compter du 16 juin 2025.

Il est reconductible trois (3) fois au maximum, de manière tacite, pour une période d'un an à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne souhaitait pas reconduire le marché, il lui incombe de respecter un délai de trois (3) mois entre la notification de non-reconduction au titulaire et la fin effective du marché.

### ARTICLE 5 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
- L'annexe financière ;
- Le cahier des clauses administratives particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé le 30 mars 2021 ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre
- Le livret de sécurité du prestataire ;
- Le règlement européen sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 du 27 avril 2016, entré en vigueur le 25 mai 2018 ;
- L'offre technique du titulaire ;

Seuls les exemplaires conservés aux archives de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Bas-Rhin font foi.

La notification du marché comprend une copie, délivrée sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire, de l'acte d'engagement et des autres pièces constitutives du marché, à l'exception de toute pièce ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le pouvoir adjudicateur remet également au titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

## **PARTIE II : ACCORD-CADRE, MARCHÉS SUBSÉQUENTS**

### **ARTICLE 6 MARCHES SUBSEQUENTS**

#### **6.1. Généralités**

En complément des prestations forfaitaires de maintenance prévues, des marchés subséquents pourront être passés uniquement pour les prestations de maintenance corrective ou de travaux non prévus dans le contrat d'entretien complet pour un montant total maximum de 400 000,00€ HT sur la durée totale de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents sont passés pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Tous les éléments qui ne sont pas fixés dans l'accord-cadre sont à préciser pour chaque marché subséquent.

La durée des marchés subséquents est spécifiée dans chaque marché subséquent.

L'accord-cadre est mono-attributaire, le titulaire de l'accord-cadre sera donc le seul à se voir attribuer les marchés subséquents. Aucun opérateur économique supplémentaire ne peut adhérer à l'accord-cadre en cours d'exécution.

Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter des travaux sur les équipements concernés par l'accord cadre :

- en régie interne ;
- à d'autres opérateurs économiques, à la suite d'une procédure de mise en concurrence, lorsque les travaux en question se rapportent à une opération portant sur un ou plusieurs ouvrages dans une période de temps et un périmètre limités. Cet ensemble de travaux est caractérisé soit par unité fonctionnelle, technique ou économique.

#### **6.2. Procédure**

##### **➤ Demande de devis**

A la survenance de chaque besoin, le pouvoir adjudicateur adresse une demande de devis au titulaire. Celui-ci fait son affaire de tous les repérages et études nécessaires pour l'établissement de son devis.

Le titulaire a l'obligation de répondre à toutes les demandes qui lui sont transmises dans les délais indiqués par le pouvoir adjudicateur. En cas de non réponse, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer des pénalités, résilier l'accord-cadre et / ou faire réaliser la prestation aux frais et risques du titulaire. De même, le titulaire s'engage à ne pas déposer des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées.

##### **➤ Etablissement du devis**

Le titulaire s'engage à remettre un devis dans le délai maximal indiqué dans la demande de devis.

Le devis établi par le titulaire doit comprendre :

- Le nom, la raison sociale et les coordonnées du titulaire ;
- La date de la demande ;
- La référence du devis ;
- La date du devis ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- L'adresse du site concerné par les prestations ;
- L'intitulé de l'opération ou des prestations ;
- Un descriptif, un quantitatif et un estimatif des prestations en respectant les prix plafonds du bordereau de prix de l'accord-cadre ;
- Un planning prévisionnel de la prestation le cas échéant ;
- En cas de groupement ou de sous-traitance : un tableau de répartition des prestations ;
- Le visa de la personne en charge du marché.

Le titulaire communique son devis à la personne représentant le pouvoir adjudicateur sous format informatique via un courriel.

En cas de disparité portant sur les quantités ou les montants, il peut être demandé au prestataire de rectifier son devis après vérification de mètre réalisé sur place en présence des deux parties.

Il convient de préciser que cette demande de devis ne pourra en aucun cas constituer un quelconque engagement de la CPAM du Bas-Rhin.

Le titulaire aura pris soin d'examiner lors de sa visite sur site, l'ensemble des dispositions à prendre pour mener à terme l'ensemble des prestations.

Le titulaire présente son offre ou sa proposition dans un devis transmis au pouvoir adjudicateur, dans le respect des prestations attendues qui déterminent les conditions dans lesquelles le marché subséquent est exécuté.

Sauf indication contraire dans la demande de devis, la durée de validité des offres est de 90 jours à compter de la transmission du devis au pouvoir adjudicateur.

#### ➤ **Etablissement du marché subséquent**

Après éventuelle rectification du devis, la personne représentant le pouvoir adjudicateur établit le marché subséquent sur la base du devis définitif réalisé par le titulaire. Le document principal, établi par le pouvoir adjudicateur, comporte au minimum les éléments suivants (sauf s'ils figurent également dans le devis annexé) :

- L'objet de la consultation et le numéro du marché subséquent ;
- Nom et numéro de l'accord-cadre sur lequel le marché subséquent est passé ;
- Identification du pouvoir adjudicateur ;
- Le lieu d'exécution ;
- L'intitulé de la prestation ;
- La date ou la période de la prestation ;
- La signature du document valant conclusion du marché subséquent

#### ➤ **Composition du marché subséquent**

Chaque marché subséquent est composé au minimum :

- Du document signé par le pouvoir adjudicateur
- En annexe : le devis réalisé et signé par le titulaire.

Ces documents valent acte d'engagement et cahier des charges du marché subséquent.

Ces documents doivent respecter intégralement les clauses et obligations indiquées dans l'accord-cadre et ses annexes, tout au long de l'exécution du marché. En effet, ces documents prévalent sur les documents constitutifs des marchés subséquents. Les compléments apportés aux caractéristiques de l'offre retenue pour l'attribution de l'accord-cadre ne peuvent avoir pour effet de les modifier substantiellement.

#### ➤ **Notification du marché subséquent**

Le document réalisé et signé par le pouvoir adjudicateur et son annexe sont notifiés au titulaire.

### 6.3. Prix des marchés subséquents

Le titulaire présente, pour les marchés subséquents, des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses que les offres présentées dans l'accord-cadre. Une augmentation des prix indiqués à l'annexe financière de l'accord-cadre est interdite, hors révision des prix.

## PARTIE III : PRIX ET REGLEMENT

### ARTICLE 7 PRIX DU MARCHÉ

#### 7.1. Forme de prix

Les prix sont actualisables et révisables.

Le marché est traité à prix forfaitaires pour les prestations comprises dans le contrat d'entretien complet et unitaires pour les prestations faisant l'objet de marchés subséquents.

Les prix figurant dans le bordereau de prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois d'avril 2025. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

#### 7.2. Actualisation des prix

Le prix peut être actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution du marché. La date de début d'exécution du marché est la date de notification du marché.

L'actualisation est effectuée par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (0,50 + 0,50 \frac{In}{Io})$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisé

Po : Prix d'origine

In : Indice mensuel ou à défaut le dernier indice connu au mois de révision

Io : Indice mensuel au mois d'établissement des prix, désigné mois zéro

Indice(s) choisi(s) :

I1 : ICHT-IME : Coût et horaire du travail des industries mécaniques et électriques

- I2 : FSD2 : Frais et services divers – modèle de référence n°2

#### 7.3. Révision des prix

Révision des prix : Oui

Périodicité de révision : Les prix peuvent être révisés annuellement lors de chaque reconduction du marché. Pour cela, le prestataire doit demander expressément cette révision des prix, au maximum un mois après la date de reconduction. La révision est applicable uniquement pour les prestations effectuées postérieurement à la date de reconduction du marché.

La révision est effectuée par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (0,50 + 0,50 \frac{In}{Io})$$

Dans laquelle :

Pr : Prix révisé

Po : Prix d'origine

In : Indice mensuel ou à défaut le dernier indice connu au mois de révision

Io : Indice mensuel au mois d'établissement des prix, désigné mois zéro

Indice(s) choisi(s) :

I1 : ICHT-IME : Coût et horaire du travail des industries mécaniques et électriques

- I2 : FSD2 : Frais et services divers – modèle de référence n°2

## ARTICLE 8 EXECUTION FINANCIERE DU MARCHE

### 8.1. Avances

L'avance pourra être versée dès lors que les conditions relatives au montant et à la durée du bon de commande fixées par les articles R. 2191-16 et, par renvoi, R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sont remplies. Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

### 8.2. Acomptes

Les prestations du marché ouvrent droit au versement d'acomptes, conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à trois mois. Pour les marchés publics de fournitures et de services, il est ramené à un mois à la demande du titulaire.

### 8.3 Dématérialisation des factures

Dans le cadre de la modernisation de la commande publique, et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, la CPAM du Bas-Rhin s'engage dans la réception dématérialisée des factures de ses fournisseurs.

Le titulaire est invité à utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Pro pour la transmission des factures sous forme dématérialisée.

Pour information, lors du dépôt des factures sur le portail **CHORUS PRO**, les informations suivantes devront être obligatoirement indiquées :

- Le **numéro de SIRET**, qui identifiera la CPAM du Bas-Rhin en tant que destinataire de la facture :  
**51744212500012**
- Le **code service** qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.

Pour vous : **SERVICE FACTURIER**



- Le **numéro d'engagement** qui correspond au **NUMERO DE COMMANDE**
- *A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement qui vous a été notifié, ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.*

Les factures devront comporter à minima, en application de l'article D.2192-2, les indications suivantes, conformes au marché :

- Le nom et adresse du Titulaire ;
- le numéro de facture (la numérotation des factures est chronologique et continue) ;
- le nom et adresse du destinataire ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du présent contrat ;
- le cas échéant, le numéro de son compte bancaire ou postal tel que précisé dans le présent article ;
- la date d'émission de la facture ;
- Les prestations effectuées, désignation des produit livrés, dates de livraison et quantités ;
- le prix unitaire H.T ou lorsqu'il y a lieu le prix forfaitaire, montant de la T.V.A. et le prix T.T.C;
- le prix total HT, montant total TVA, prix total TTC.

Dans le cas contraire, par dérogation au CCAF FCS, un exemplaire original sera à adresser par voie postal à l'adresse suivante :

CPAM du Bas-Rhin  
Service ordonnancement  
16 rue de Lausanne  
67090 Strasbourg

## **PARTIE IV : EXECUTION**

### **ARTICLE 9 SOUS-TRAITANCE**

Pour les marchés publics de services ainsi que pour les marchés publics de fournitures comportant des services ou des travaux de pose ou d'installation dans le cadre d'un marché public de fournitures, le pouvoir adjudicateur exige que certaines tâches essentielles soient effectuées directement par le titulaire : NON

### **ARTICLE 10 COTRAITANCE**

Pour les marchés publics de services ainsi que pour les marchés publics de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comprenant des prestations de service, le pouvoir adjudicateur exige que certaines tâches essentielles soient effectuées par l'un des membres du groupement : NON

### **ARTICLE 11 GARANTIE**

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux. Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est le délai pendant lequel l'acheteur peut formuler des réserves sur des malfaçons qui n'étaient pas apparentes ou dont les conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision du pouvoir adjudicateur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le pouvoir adjudicateur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Les prestations font l'objet d'une garantie technique minimale de deux ans. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire du marché est tenu de fournir, sur la demande du pouvoir adjudicateur, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats, et notamment :

- Remettre dans un délai maximum de deux mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire du marché, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;
- Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats (de préférence par courriel ou visioconférence).

Cette garantie couvre les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux prestations indiquées, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète.

## **ARTICLE 12      CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES**

### **12.1. Clause de réduction de l'empreinte carbone**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental :

- Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental en favorisant les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.
- Le titulaire assure la formation des chauffeurs à l'éco-conduite.

## 12.2. Clause de durabilité des équipements

Le titulaire s'engage à :

- Prioriser la maintenance préventive et corrective des équipements afin de prolonger leur durée de vie lorsque cela est possible et pertinent plutôt que le remplacement prématuré des installations concernées.
- Promouvoir l'utilisation de pièces de rechange de qualité, afin d'éviter la mise au rebut prématurée des équipements.
- S'assurer que les équipements installés et maintenus respectent des normes environnementales et de durabilité.

## ARTICLE 13 CLAUSE DE REEXAMEN

L'acheteur pourra intégrer, par avenant, dans le périmètre du marché des prestations relatives à de nouveaux équipements (changement d'équipements, ajout d'un nouveau site...)

Ces prestations devront être intégrées par le titulaire sur la base et en cohérence avec les prix proposés du marché initial.

A ce titre, le Titulaire prend note d'un nouveau site est susceptible d'être ajouté au périmètre du marché en cours d'exécution. Ce site est situé 14 rue Seyboth à Strasbourg et comprenant :

- 2 ascenseurs (= duplex)
- 1 monte-charge

## PARTIE V : PENALITES ET RÉSILIATION

## ARTICLE 14 PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS., tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité selon les conditions ci-dessous

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de la prestation aux frais et risques du titulaire.

### 14.1. Pénalités pour retard

En cas de non-respect des délais mentionnés au Cahier des Clauses Techniques Particulières, le titulaire encourt l'application des pénalités pour retard dont les montants forfaitaires sont fixés comme suit :

- 200 € H.T. par heure en cas de dépassement du délai d'intervention pour le dégagement des personnes bloquées ;
- 30 € H.T. par heure en cas de dépassement du délai d'intervention pour les dépannages ;
- 10 € H.T. par installation et par jour de retard si la fréquence minimale des visites n'est pas respectée ou si l'échéancier établi pour la maintenance préventive n'est pas respecté ;
- 50 € H.T. par installation et par jour de retard dans la fourniture d'un rapport, d'une étude ou d'une synthèse dans les délais ou dates indiquées au Cahier des Clauses Techniques Particulières.
- 10 € H.T. par jour de retard dans la mise en place d'un carnet d'entretien ou dans la mise à jour du carnet

- d'entretien.
- 20 € H.T. par jour de retard dans la fourniture de la notice d'instruction pour un appareil.

Ces pénalités sont applicables à compter de la première heure ou premier jour de retard.

#### **14.2. Pénalités pour défaut de fourniture de la notice d'instruction**

En cas de défaut de fourniture de la notice d'instruction pour un appareil, le titulaire encourt l'application d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 20 € H.T. par défaut de fourniture. Cette pénalité est applicable à compter du premier défaut constaté.

#### **14.3 Pénalités pour absence de tenue du registre**

En cas d'absence de tenue du registre, le titulaire encourt l'application d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 150 € H.T. pour absence de tenue du registre. Cette pénalité est applicable à compter de la première absence constatée.

#### **14.4 Pénalités pour retard dans la prise en charge des installations**

Le titulaire encourt l'application de pénalités de retard dont les montants forfaitaires sont fixés comme suit :

- 20€ par jour de retard pour défaut de reprogrammation des numéros d'appel des téléphones de secours et de tout autre transmetteur d'alarme équipant les cabines d'ascenseur dans les délais indiqués au Cahier des Clauses Techniques Particulières ;
- 10€ par jour de retard pour défaut de mise en place sur chaque appareil d'étiquettes adhésives dans les délais indiqués au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Ces pénalités sont applicables à compter du premier jour de retard.

#### **14.5 Pénalités pour indisponibilité**

En cas d'indisponibilité d'un appareil en raison d'une panne, le titulaire encourt l'application d'une pénalité d'un montant forfaitaire de 50 € H.T. par jour calendaire de retard dans les délais indiqués à l'article 4.3.4 du Cahier des Clauses Technique Particulières.

L'indisponibilité débute au moment de l'arrivée de la demande d'intervention au titulaire et s'achève par la remise à disposition du pouvoir adjudicateur des éléments en état de marche.

Toutefois, lorsque les éléments réparés sont à nouveau indisponibles, pour les mêmes causes, dans les deux jours d'utilisation après leur remise en état, la durée d'indisponibilité est décomptée à partir de la constatation de l'indisponibilité initiale.

L'indisponibilité est comprise comme l'usage impossible d'un matériel soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou d'un dispositif ou d'une fonctionnalité qui y est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

Le titulaire est tenu de faire connaître au pouvoir adjudicateur la durée prévisible de l'indisponibilité.

### **ARTICLE 15 RESILIATION PAR LES PARTIES**

Le marché peut faire l'objet d'une résiliation par les parties dans les conditions prévues par le CCAG FCS.

## **ARTICLE 16 CAS SPECIFIQUES DE RESILIATION**

Le marché peut faire l'objet d'une résiliation à tout moment par le pouvoir adjudicateur en cas de lancement d'un nouveau marché régional par le Pôle Régional des Achats de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy.

Le préavis à respecter est d'une durée de 2 mois.

## **ARTICLE 17 OPERATIONS DE VERIFICATIONS**

Les prestations effectuées par le titulaire sont soumises aux opérations de vérifications réalisées pour les services et fournitures courants et dont les modalités sont détaillées au sein du CCAG FCS.

## **ARTICLE 18 DEROGATIONS**

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au C.C.A.G.-F.C.S.

<b>Article du CCAP concerné</b>	<b>Article du CCAG dérogé</b>	<b>Commentaire</b>
Article 8.3	Article 11.8	Factures
Article 14	Article 14	Application des pénalités